



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Seine Maritime

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Seine Maritime
27 Rue François Mitterrand 76140 Le Petit Quevilly

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Seine Maritime

27 Rue François Mitterrand 76140 Le Petit Quevilly

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Seine Maritime,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Seine Maritime relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 6 mai 2024

KPMG SA

Sandra FABBRO

Associée

Certifié conforme à l'original

Bilan Actif

	Du 01/01/2023 au 31/12/2023		Au 31/12/2022	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	5 818	4 528	1 290	2 076
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	180 000	1 970	178 030	178 030
Constructions	2 551 504	768 304	1 783 201	1 850 059
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	205 609	176 540	29 069	36 574
Immobilisations corporelles en cours	8 343		8 343	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	99		99	98
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	2 951 373	951 342	2 000 032	2 066 837
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	169 751		169 751	392 581
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 325 222		2 325 222	1 835 570
Charges constatées d'avance	1 146		1 146	9 175
TOTAL III	2 496 119		2 496 119	2 237 327
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecarts de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	5 447 492	951 342	4 496 150	4 304 164

Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	21 671	21 671
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	3 428 628	3 079 622
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	225 842	349 006
Situation nette	3 676 142	3 450 300
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	468 399	480 257
Provisions règlementées		
TOTAL I	4 144 541	3 930 557
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	94 082	116 395
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 490	34 943
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	227 789	213 739
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	250	8 531
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	351 610	373 607
Ecarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 496 150	4 304 164

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	106 008	82 597
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	21 883	15 644
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 484 042	1 648 852
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	35 208	5 802
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	37	9
TOTAL I	1 647 178	1 752 905
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	227 175	230 377
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	84 165	94 197
Salaires et traitements	716 401	682 449
Charges sociales	348 783	324 551
Dotations aux amortissements et dépréciations	95 016	99 742
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	610	26
TOTAL II	1 472 149	1 431 341
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	175 029	321 563
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	10 922	3 376
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	10 922	3 376
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	4 154	5 014
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	4 154	5 014
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	6 768	-1 638
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	181 797	319 925

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	43 085	4 000
Sur opérations en capital	13 358	12 233
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		16 300
TOTAL V	56 443	32 533
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	12 398	2 304
Sur opérations en capital		1 149
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	12 398	3 453
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	44 045	29 080
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 714 543	1 788 814
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 488 701	1 439 808
EXCEDENT OU DEFICIT	225 842	349 006
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 4 496 150.28 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 225 842.14 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Objet social

L'objet social de notre association est décrit ainsi dans les statuts :

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts dans le Département de Seine-Maritime une association dénommée « Conseil d'Architecture, Urbanisme et de l'Environnement », dont le but est de promouvoir la qualité de l'Architecture, de l'Urbanisme et de l'Environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Les organes statutairement compétents de notre association ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Le Conseil d'Architecture, d'urbanisme et de l'Environnement a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'Architecture, de l'Urbanisme et de l'Environnement. Il contribue directement ou indirectement à la formation et au perfectionnement des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

Il fournit aux personnes qui désirent construire les informations, les orientations et les conseils propres à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site environnant, urbain ou rural, sans toutefois pouvoir être chargé de la maîtrise d'œuvre.

Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'Architecture, d'Urbanisme ou d'Environnement.

Il est représenté à la commission départementale d'urbanisme et à la conférence permanente de permis de construire.

Il est consulté avant toute demande de permis de construire par les maîtres d'ouvrage qui en application des articles 4 et 5 de la loi 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, n'ont pas fait appel à un architecte.

Faits caractéristiques

Il n'y a pas de faits caractéristiques à notifier pour l'exercice 2023.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Il n'y a pas d'événements significatifs postérieurs à compter de la clôture à notifier.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

• Logiciels	3 ans,
• Constructions	50 ans,
• Agencements et aménagements	15 à 25 ans,
• Mobilier de bureau et informatique	2 à 4 ans,
• Mobilier	2 à 10 ans,

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir. (à détailler)

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Emprunts

Le montant restant à rembourser au 31/12/2023 est de 94 081.80 euros.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2023 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 205 320.98 euros. Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	205 320.98 €	

Informations relatives au compte de résultat

Taxe d'aménagement:

Seuls les encaissements réellement perçus de la Taxe d'Aménagement ont été comptabilisés en produits d'exploitation.

CNP externalisation Indemnités de Départ en Retraite (IDR)

Un compte a été ouvert auprès de CNP assurance qui enregistre un total de 167 155€ au 31/12/2023 pour une dette actuarielle estimée à 148 398 €.

La variation de la dette actuarielle s'explique par la prise en compte de l'accord d'entreprise mis en place et de l'absence de convention collective au 31.12.2023.

Les hypothèses retenues pour la valorisation de la dette actuarielle sont les suivantes:

- Age de départ à la retraite: 64 ans
- Taux de charges sociales: 54 %
- Taux d'actualisation: 3.17 %

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 818		
TOTAL	5 818		
Terrains	180 000		
Constructions :	466 734		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	2 073 043		11 728
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	3 875		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	193 596		8 139
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			8 343
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	2 917 247		28 209
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	98		2
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	98		2
TOTAL GENERAL	2 923 163		28 211
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			5 818
TOTAL			5 818
Terrains			180 000
Constructions :			466 734
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			2 084 770
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencts et aménagt. divers			3 875
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			201 735
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			8 343
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			2 945 456
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			99
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			99
TOTAL GENERAL			2 951 373

'Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels'

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				3 742	786		4 528
TOTAL				3 742	786		4 528
Terrains				1 970			1 970
Constructions - Sur sol propre				88 718	9 335		98 053
: - Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				601 000	69 251		670 251
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers				1 606	519		2 124
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				159 290	15 126		174 416
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				852 583	94 230		946 814
TOTAL GENERAL				856 325	95 016		951 342

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations				Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	712	712	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 313	17 313	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	7 106	7 106	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	144 620	144 620	
Charges constatées d'avance	1 146	1 146	
TOTAL	170 897	170 897	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	94 082	23 207	70 875	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	29 490	29 490		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	85 355	85 355		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	134 368	134 368		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	8 066	8 066		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	250	250		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	351 610	280 735	70 875	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

22 313

Commentaire

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	21 671				21 671
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	3 079 622		349 006		3 428 628
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	349 006	-349 006			225 842
Situation nette	3 450 300	-349 006	349 006		3 676 142
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	480 257			11 858	468 399
Provisions réglementées					
TOTAL	3 930 557	-349 006	349 006	11 858	4 144 541

Commentaire

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	15	
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	2	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	17	

Commentaire

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	1 751
Crédit-bail immobilier	
Pensions, retraites et assimilés	
Autres engagements	
TOTAL	1 751

Commentaires : Crédit bail CCLS

ENGAGEMENTS RECUS :

[illegible]

Commentaires : néant

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 554	10 525
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	142 912	109 045
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	154 467	119 569

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	139 954	364 954
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	139 954	364 954

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	1 146	9 175
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		1 146	9 175

Commentaire

Transferts de charges

Nature des transferts de charges		Montant
791100 - INDEMNITES PREVOYANCES		35 208
Total		35 208

Commentaire